

Merina et côtiers....

Tribune.com du 23 juin 2009, Edito par Ndimby A.

Depuis quelques mois, les partisans de Marc Ravalomanana ne sont vraiment visibles qu'à Antananarivo et à Antsirabe. Plusieurs raisons peuvent expliquer cela : poids des entreprises du groupe Tiko, inquiétude de ses partenaires et fournisseurs (dont les paysans), meilleurs circuits d'information des légalistes etc. Mais il est également possible que les autres régions se désintéressent de cette bataille politique entre le Calife et l'Iznogoud de service. La situation aurait sans doute été différente si Marc Ravalomanana et Andry Rajoelina n'étaient du même groupe ethnique. En effet, le fait d'être tous deux Merina empêche (pour le moment) le conflit de prendre des proportions encore plus dramatiques.

De temps à autre, on voit cependant des réactions un peu étranges. Ainsi, quand des rumeurs se propagent sur un remplacement de Monja Roindefo au poste de Premier ministre de la transition, les originaires du « Grand Sud » se lèvent comme un seul homme pour avertir qu'il était hors de question que leur « compatriote » soit limogé. Les habitants de la région dont vient Benja Razafimahaleo se prépareraient également à faire le même genre de déclaration face aux rumeurs de limogeage du Ministre des finances. Il est donc courant de voir les politiciens malgaches agiter la solidarité ethnique de leurs régions pour s'accrocher à leur poste. « *L'entretien d'un volet de conflits ethnicisés a en fait pour enjeu le pouvoir sur le pays, la distribution des rentes étatiques, la disposition de populations dociles comme force pour la conquête et le maintien du pouvoir* » expose l'universitaire Jeanine Ramamonjisoa en 2002 (MADAGASCAR-TRIBUNE, Madagascar : des pseudos ethnies, 12 février 2002).

Une dichotomie artificielle

Refuser de parler du fait ethnique en tant que problème, ou encore nier l'existence de ce paramètre pour analyser et comprendre la politique à Madagascar, ne peut que mener à de graves erreurs d'appréciation. Car, même si la majorité des malgaches le nieront hypocritement, dans la considération ou le respect qu'ils vont accorder à un compatriote, ils vont très certainement utiliser le filtre de l'ethnie ou de la caste. La population malgache est répartie selon les ethnologues en 18 groupes ethniques. Mais pour simplifier, le vocabulaire usuel a réduit la population en deux groupes qui se veulent bien distincts : les Merina et les Côtiers. Cette séparation en deux groupes est déjà en elle-même ridicule, tant la diversité de la population dépasse cette dichotomie artificielle. Le Merina considèrera pourtant comme un côtier le Bara de Sakaraha, qui n'aura peut-être pourtant jamais vu la mer de sa vie.

Jeanine Ramamonjisoa explique : « *L'opposition gens des Hautes Terres / populations « côtières », soigneusement entretenue par la colonisation et adoptée par tous ceux qui ont intériorisé les schémas mentaux coloniaux, recouvre en fait une situation de développement inégal entre les deux ensembles de population opposés pour les besoins de la cause tribaliste (...) La question ethnique, en empêchant que soient abordés les vrais problèmes (santé, développement économique, démocratie, culture) a été véritablement, dans cette mesure, un obstacle au développement du pays* ». (MADAGASCAR-TRIBUNE, Madagascar : des pseudos ethnies, 12 février 2002).

Effectivement, le clivage est réel, mais en considérant le sujet comme tabou, on n'a jamais essayé d'admettre qu'il fallait y trouver une solution. Car pour que les Malgaches apprennent à vivre ensemble, il y a certaines choses qu'il faut dépasser, et cela passe obligatoirement par l'éducation. Or, le problème est que les préjugés tendancieux se perpétuent de génération en génération, à travers des expressions et des schémas qui passent de bouche à oreille, sans passer par le cerveau. Dans ces conditions, comment s'étonner que des problèmes à base ethnique réapparaissent périodiquement ?

Lors des crises politiques, des attaques ciblent souvent les originaires des hauts plateaux (Merina et Betsileo). On a vu cela en 1972, en 1991 et en 2002 dans des villes comme Toamasina, Antsiranana (ou Nosy Be en 2002). Ce passé et ce passif entretiennent une méfiance mutuelle. Celle-ci s'ajoute au legs déjà lourd des clivages laissés par les conquêtes territoriales et la traite des esclaves à l'époque de la Royauté, mais aussi entretenus savamment par les Français pour asseoir leur colonisation.

De même, à chaque fois qu'un conflit politique majeur apparaît dans la Grande Ile, on a vu apparaître des associations se réclamant « des cinq faritany » (à l'époque ou la subdivision était encore en faritany – province) : entendre par là, toutes les provinces, sauf celle d'Antananarivo. En 1972, on a eu le fameux tract du « Collectif antigrevé des six provinces à part Tananarive-ville ». En 1991 et 2002, on a eu vu l'émergence du « Collectif des officiers des cinq faritany » ou de « l'Amicale des cadres des cinq faritany » etc. C'est donc sur ce genre de manipulation que se sont greffées les rancœurs d'antan.

Didier Ratsiraka a sans doute été celui qui a le plus surfé sur les paramètres ethniques pour s'accrocher au pouvoir. Il n'est donc pas étonnant que ce soit au crépuscule de son régime en 1991 que le fédéralisme a fait son apparition pour tenter de circonscire la fronde qui voulait l'emporter à la seule ville d'Antananarivo. L'isolement d'Antananarivo se fera d'ailleurs aussi bien en 1991 qu'en 2002, à travers des barrages sur les routes nationales érigés par ses partisans.

Au début de son mouvement d'insurrection, Andry Rajoelina a beaucoup insisté sur le respect et l'estime qu'il accordait à l'équilibre ethnique dans la composition de son équipe. Une manière de plus de diaboliser Marc Ravalomanana en animant une perception de merino-centrisme que l'on prêtait au Président de la République, semble-t-il pourtant à tort.

Asymétrie entre la Capitale et les provinces

Il faut reconnaître que sous la colonisation, et même durant la première République, certaines régions comme celles d'Antananarivo ou de Fianarantsoa ont été favorisées par le système éducatif. Cela est vrai pour les lycées, et surtout par le biais de l'Université de Madagascar qui était située à Antananarivo. Ce système centralisé hérité de la Colonisation créera une asymétrie entre Antananarivo et les provinces, ce qui privilégiait les habitants de la Capitale, et donc, surtout les personnes qui en étaient originaires.

Ainsi, la proportion de personnes instruites dans certaines zones était supérieure à celle dans d'autres régions. Cette inégalité de chance d'accès à l'instruction allait se ressentir dans la formation de ce qu'on appelle pompeusement « les élites », aussi bien dans le domaine politique, économique, qu'intellectuel. Conscient de cette situation, Philibert Tsiranana et des leaders non-Merina créeront en 1946 le Parti des déshérités de Madagascar (PADESM). D'une part, pour renforcer la présence des « Côtiers » au sein de l'élite instruite (sur 198 étudiants malgaches en France, on ne compte que 17 côtiers à cette époque), mais aussi afin de s'opposer aux revendications indépendantistes du MDRM, non pas parce qu'ils sont contre l'Indépendance, mais dans la crainte qu'un retour de l'Indépendance trop précipité ne favorise un retour du pouvoir aux mains des Merina.

Philibert Tsiranana et Didier Ratsiraka tenteront chacun à leur façon de réduire la disparité dans la formation des élites du pays. Les résultats seront mitigés, car si la démarche partait d'un bon sentiment (rééquilibrage des chances entre la population), ses effets pervers ont continué à alimenter les clivages, les rancœurs et les dérapages. En appliquant un système de quota dans des domaines aussi divers que la composition de l'équipe nationale de football, les examens d'entrée à l'Académie militaire ou le recrutement du personnel navigant d'Air Madagascar, la Seconde République a œuvré pour que le paramètre ethnique soit plus important que le mérite.

Avant 2002, il y a un handicap d'importance pour les politiciens originaires des hauts plateaux : le mythe créé et savamment diffusé depuis les premières années de l'Indépendance qu'ils ne pourraient jamais être élu Président de Madagascar, car ils se trouveraient immanquablement face à un barrage appelé « le front côtier » ou la « cause côtière », nom donné à une ligne de front que les originaires des régions côtières monteraient pour empêcher son élection en dépit de tous les clivages politiques qui pourraient les diviser. Parlant de Marc Ravalomanana, Pierre Tsiranana, chef politique de la région de Mahajanga, avouera d'ailleurs lors de la crise de 2002 que c'est l'origine ethnique de Marc Ravalomanana qui gêne les côtiers : « Je le dis ici, sans ambages : ces gens-là ne veulent pas que Marc Ravalomanana accède au pouvoir parce qu'il est Merina » (MADAGASCAR-TRIBUNE, Pierre Tsiranana : Franc-parler, 6 février 2002). Malgré le caractère détestable du coup d'État qu'il a perpétré en Février 2002, il faut cependant reconnaître à Marc Ravalomanana le tour de force d'avoir dépassé les habituels clivages ethniques. Malheureusement pour lui, cette union sacrée n'a pas duré.

Si on pose un regard qui se voudrait constructif sur l'avenir, Madagascar devra donc se reconstruire en tenant compte du processus éducatif qui permettra aux Malgaches de mieux vivre ensemble, et dépasser les erreurs et les rancœurs du passé. Il ne s'agit pas seulement de philosophie ou de morale, mais

également et surtout d'économie et d'administration publique. Car la décentralisation bancale, qu'il s'agisse de l'autorité ou du budget, ne peut que perpétuer les animosités et les frustrations qui creusent le sillon des futures crises politiques. Sans doute cette réflexion a-t-elle sa place au moment où Madagascar va fêter le 49ème anniversaire de son retour à l'Indépendance,